

D 345 COLOMBIE: OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE CONTRE LES
MILIEUX ECCLESIASTIQUES

Sur l'ordre du ministère de l'Intérieur, une opération de police a été déclenchée les 30 octobre et 3 novembre 1976 dans la région de Cartagena et de Magangué (Département de Bolivar). José Manuel de Hoyos était arrêté sous l'accusation d'être membre de l'Armée de libération nationale (ELN), ainsi que plusieurs autres personnes accusées d'en être les agents de liaison: les PP. Rafael Geney, César Rojas, Everardo Ramirez; la S. Herlinda Moisés, religieuse d'origine autrichienne; ainsi que Osvaldo Utria et Alejandro Acosta, sociologues.

Des perquisitions effectuées sans mandat dans différents locaux paroissiaux aboutissaient, selon la version de l'Armée, à la découverte d'un arsenal clandestin (180 grenades et 300 détonateurs), d'un émetteur radio, d'argent et de médicaments.

L'opération des Forces armées avait eu lieu en vertu de l'état d'urgence rétabli le 7 octobre 1976, après qu'il eût été levé en juillet de la même année.

Le 16 novembre, des perquisitions, également sans mandat, avaient lieu dans d'autres paroisses, mais cette fois à Cali et sur la côte du Pacifique. La mesure devait provoquer la protestation énergique de l'évêque du lieu.

Ci-dessous, quelques éléments du dossier à rapprocher de celui de l'affaire de Riobamba, en Equateur.

(Note DIAL)

1- COMMUNIQUE DE L'ÉVÊQUE DE CARTAGENA (4 novembre 1976)

L'archevêque de Cartagena se voit dans l'obligation d'informer l'Église diocésaine et l'opinion publique de ce qui suit:

1) A l'aube du 30 octobre dernier, les Forces armées ont perquisitionné les églises et les presbytères des paroisses de San Jerónimo, Pasacaballos et Santa Ana.

2) Quelques heures après, le P. Rafael Geney, curé de paroisse, et la S. Herlinda Moisés, du groupe missionnaire de la Baie, ont été emmenés à la caserne de l'Infanterie de marine pour y être mis au secret.

3) Trois jours plus tard, le P. César Augusto Rojas, curé de San Lorenzo Mártir, était à son tour arrêté.

4) L'archevêque de Cartagena espère que cette situation, conséquent au trouble de l'ordre public créé par l'état d'urgence en vigueur dans le pays, sera clarifiée le plus rapidement possible; il souhaite que soit élucidée la situation légale des personnes qui ont été privées de liber-

té; il est sûr que celles-ci sauront répondre de leurs actes.

5) L'archevêque de Cartagena demande que soit intensifiée la prière pour les frères qui se trouvent en prison.

Cartagena, le 4 novembre 1976
Rubén Isaza
archevêque

2- DECLARATION DU CLERGE DE CARTAGENA (5 novembre 1976)

Suite aux événements dans lesquels sont impliqués nos frères prêtres Rafael Geney M., curé de Pasacaballos; César Rojas, curé de San Lorenzo Mártir (Piedra de Bolívar); Everardo Ramirez T., professeur à l'Instituto de Enseñanza Media (INEM) de Cartagena; ainsi que Soeur Herlinda Moisés, religieuse franciscaine, nous, prêtres du diocèse de Cartagena, déclarons publiquement ce qui suit:

1) Nous sommes entièrement d'accord avec la position prise par notre évêque, en solidarité avec nos frères prêtres et la religieuse privés de liberté; ainsi qu'avec le communiqué qu'il a publié hier.

2) Nous estimons nécessaire que l'opinion publique soit parfaitement au courant des événements et c'est pourquoi nous en donnons ici le résumé.

A l'aube du 30 octobre, des membres des Forces armées ont perquisitionné les églises et les presbytères des paroisses de San Jerónimo de Pasacaballos et de Santa Ana (Ile de Barú). Ils ont arraché les plafonds, soulevé les planchers, creusé les cours, vérifié les fosses septiques, inspecté les citernes, ouvert les bibliothèques, les armoires et les commodes en lançant tout par terre. Ils ont ensuite profané les églises et sacristies en jetant au sol les ornements et les vases liturgiques, ainsi qu'un tabernacle destiné à une église en construction. Ils ont jeté par terre le ciboire et mangé les hosties.

Quelques heures après, le P. Rafael Geney et la S. Herlinda Moisés, du groupe missionnaire de la Baie, ont été emmenés à la caserne d'Infanterie de marine et mis au secret; l'évêque, qui n'a pu les rencontrer, n'avait même pas été informé des arrestations, ainsi que le prévoit l'article 20 du concordat en vigueur entre la Colombie et le Saint-Siège (1).

Trois jours plus tard étaient à leur tour arrêtés le P. César Augusto Rojas, curé de la paroisse San Lorenzo Mártir (Piedra de Bolívar), et le P. Everardo Ramirez, professeur à l'INEM de Cartagena.

A cette date, les Forces armées n'ont publié aucun communiqué ni averti l'archevêque de Cartagena. Celui-ci, alerté par des tiers, a immédiatement demandé au commandant des Forces navales de l'Atlantique de rencontrer ses prêtres; il y fut évasivement répondu en termes diplomatiques jusqu'à ce qu'il ait enfin la possibilité, le mardi 2 novembre, "sur autorisation très spéciale", de leur rendre visite pendant quelques minutes et en présence de trois militaires.

3) Nous soulignons, à l'intention des chrétiens comme de l'opinion publique, que les PP. Geney, Rojas et Ramirez, ainsi que la S. Herlinda, se sont depuis plusieurs années distingués par leur travail apostolique en faveur des plus pauvres et des plus oubliés du diocèse. Le P. Geney

et la S. Herlinda ont oeuvré avec désintéressement et un total dévouement dans les quatorze localités qui constituent la paroisse de la Baie, à savoir: Pasacaballos, Bocachica, Barú, Santa Ana, Ararca, Leticia, Puerto Badel, Rocha, Caño de Loro, Punta Arena, Tierrabomba, Isla Fuerte, El Recreo, et Lomas de Matunilla. Ils y ont construit une dizaine d'écoles, plusieurs dispensaires, des chapelles; ils ont suscité des coopératives, des associations de quartier, des clubs sportifs, des ateliers de formation professionnelle, etc., sans parler du travail fondamental de l'évangélisation et de la promotion sociale. Les PP. Rojas et Ramirez, de leur côté, ont également mis leur vie au service de la classe pauvre de la ville de Cartagena et d'autres localités de la région. C'est précisément ce choix de nos frères en faveur des pauvres qui a motivé leur arrestation.

4) Ces faits constituent pour nous une violation des droits de l'homme et de la légalité nationale. En effet, la constitution de notre pays déclare à l'article 23: "Nul ne sera poursuivi dans sa propre personne ou dans celle d'un membre de sa famille, conduit en prison, arrêté, détenu ou son domicile perquisitionné, si ce n'est en vertu d'un mandat délivré par l'autorité compétente, dans les formes et pour des motifs légalement prévus".

Pour sa part, l'article 20 du concordat signé entre le Saint-Siège et le gouvernement colombien, promulgué par le président de la République en exercice, M. Alfonso López Michelsen, et, en tant que traité international, pleinement en vigueur malgré la décrétation de l'état d'urgence, détermine les conditions de détention des clercs et des religieux. De façon arbitraire, il n'en a pas été tenu compte dans le cas de l'arrestation des PP. Geney, Rojas et Ramirez, ainsi que de la S. Herlinda.

5) C'est pourquoi, en tant que prêtres du diocèse de Cartagena, nous nous déclarons solidaires de nos frères prêtres et de la religieuse qui ont été arrêtés sur l'ordre des Forces armées. Nous protestons contre les mesures abusives prises et contre les méthodes arbitraires utilisées. Nous attirons l'attention de l'opinion publique sur les graves implications que peuvent avoir ces événements sur les droits non seulement des prêtres et des religieuses, mais aussi de tous les citoyens.

Cartagena, le 5 novembre 1976

3- COMMUNIQUE DES RELIGIEUSES DE CARTAGENA (8 novembre 1976)

En tant que religieuses de Cartagena, attentives aux déclarations de notre évêque et de nos frères prêtres, conscientes de notre appartenance à l'Eglise et solidaires de notre peuple, nous tenons à donner publiquement notre point de vue sur les faits qui se sont produits à l'occasion de l'enlèvement de la Soeur Herlinda Moisés et des PP. Rafael Geney, César Augusto Rojas et Everardo Ramirez.

1) Nous apportons notre soutien à nos frères et nous leur rappelons la promesse faite par le Seigneur: "Quand on vous livrera, ne cherchez pas avec inquiétude comment parler ou que dire: ce n'est pas vous qui parlerez, c'est l'Esprit de votre Père qui parlera en vous." (Matthieu 10, 19.) Vous pouvez être assurés de la réalité de ce que disent les

Actes des apôtres: "Tandis que Pierre était gardé en prison, la prière de l'Eglise s'élevait pour lui vers Dieu sans relâche." (Actes 12,5.)

2) L'heure est venue de reconnaître l'inlassable travail évangélique accompli pendant dix ans par nos frères **prêtres** dans les secteurs populaires de Cartagena, en aidant les gens simples à être plus conscients de leur dignité. Nous sommes certaines de leur sincérité devant Dieu et devant leur conscience, qui leur a fait choisir l'engagement au service des plus pauvres.

3) Nous **protestons** publiquement contre les indélicatesses envers notre évêque:

- a- en ne l'informant pas en temps utile de l'enlèvement de ces personnes;
- b- en surveillant la rencontre qu'après bien des difficultés il a eue avec ses prêtres;
- c- en le faisant longuement attendre, sans tenir compte de sa qualité et de ses nombreuses occupations, avant de lui donner une réponse négative;
- d- en l'accusant d'avoir, par ses déclarations, entravé la marche de l'instruction judiciaire.

En ce qui concerne la religieuse et les prêtres enlevés, nous protestons:

- a- contre les abus pratiqués au moment de l'enlèvement;
- b- contre le manque de respect envers les lieux et objets sacrés.

Enfin, au sujet de la propagande qui a entouré ce cas, nous protestons énergiquement contre le sensationnalisme des informations et l'absence de toute déclaration officielle.

4) En cette heure d'épreuve douloureuse pour l'Eglise de Cartagena et en union avec la souffrance de notre évêque, nous apportons le soutien de notre prière de religieuses. Nous voulons continuer à travailler pour que la cause de l'évangile prévale sur tous les conflits humains cherchant à lui nuire.

Nous sommes plus que jamais conscientes de nos responsabilités dans l'affermissement de la foi du peuple à travers ces événements.

Devant ces faits obscurs, nous n'hésitons pas à nous poser un certain nombre de questions:

- L'enlèvement des prêtres et de la religieuse de chez nous n'aurait-il pas un rapport avec les persécutions déclenchées dans d'autres pays d'Amérique latine?

- Ce type d'arrestation ne constitue-t-il pas un abus d'autorité?

- N'y aurait-il pas derrière cette affaire des intérêts cachés qui en seraient à l'origine?

- Quelle est la manière évangélique de s'engager au service des pauvres?

Cartagena, le 8 novembre 1976

4- LETTRE DE L'ARCHEVEQUE DE CALI AU GENERAL LEMA (20 novembre 1976)

Mon Général,

Les relations de l'Eglise et de l'Etat, en accord avec un traité public appelé "concordat", sont basées sur "une déférence réciproque et un respect mutuel".

Je ne suis que plus surpris, et je vous en exprime mon désaccord, devant les faits qui se sont produits le mardi 16 courant.

Sous prétexte de perquisition, réalisée comme une attaque à main armée ou une violation de domicile, un groupe de quelques trente agents de la Force publique, armés de revolvers et de mitraillettes, ont pendant quatre heures occupé le Centre paroissial "Nuestra Señora de Chiquinquira", l'église voisine, le cimetière San José et l'église "Niño Dios de Belén".

Je ne me prétends pas, mon Général, expert en lois, si ce n'est celles qui touchent à la morale, mais je ne peux ignorer que l'état d'urgence est aussi un état de droit qui limite temporairement certaines libertés en vue du bien commun.

La garantie de l'inviolabilité demeure. L'article 24 étant sauf, il n'est pas prouvé que les prêtres, les religieuses et les professeurs soient de vulgaires délinquants.

Un mandat est exigé pour toute perquisition, et aucun n'a été présenté lors de l'opération militaire. La copie en a été refusée au représentant légal du diocèse sous prétexte d'enquête réservée.

Je n'ai pas eu connaissance du rapport de perquisition, bien que je l'aie demandé. J'ignore donc tout de ce qui a été trouvé ainsi que de la prétendue complicité des prêtres et des religieuses.

Ceux-ci m'ont informé que la grande trouvaille de la perquisition a été un fusil de chasse avec une boîte de munitions rouillées, destiné au veilleur de nuit; deux appareils de communication interne entre les églises et les écoles des hauteurs des quartiers Siloé et Lleras; et enfin quatre vieux ceinturons militaires tirés d'un coffre contenant des affaires de théâtre.

Il est regrettable, mon Général, que la descente de police ait eu lieu en présence de cinq cents enfants des classes primaires. Outre le danger que cela comportait, c'était une atteinte à l'honneur et à la réputation des personnes en cause.

Il est inutile de préciser davantage et de qualifier de tels actes.

Je pense que tout cela obéit à un plan pré-établi. Ce qui est recherché c'est l'affrontement entre l'Eglise et les Forces armées, afin de discréditer ce qui est le double ciment de la nationalité et de provoquer des troubles.

En juin dernier, lors d'une réunion de la "JIS", trois prêtres exemplaires de notre diocèse avaient été taxés de subversifs:

- le P. Edgar Alzate Castaño, chancelier de l'évêché, qui se trouvait alors en Belgique pour un cours de spécialisation;
- le P. Sebastián Aldoma, qui travaille chez nous depuis quinze ans;
- et le P. Saúl Aramburo Orejela, curé de Santa Rosa et largement connu de tous.

Ensuite, le 7 juillet dernier, un prêtre et une religieuse de nationa-

lité espagnole étaient menacés d'expulsion; ils travaillaient tous deux à la paroisse de San Alberto Magno, dans le quartier Alfonso López. Ils étaient accusés d'avoir utilisé les cours de préparation au mariage pour prêcher le marxisme, comme si l'enseignement du marxisme devait être secret alors qu'il est officiellement enseigné dans les écoles, les collèges et les universités.

Pour finir, aujourd'hui, c'est l'attaque à main armée contre des églises, des presbytères et des cimetières.

J'estime qu'il s'agit là d'accusation tendancieuses, dont les auteurs doivent être sanctionnés.

Il est difficile de se cacher, mon Général, la gravité de la situation actuelle. Les jours passent sous une dictature permanente: la dictature du poignard, la corruption, la guérilla, l'impunité et les enlèvements.

Le retour à la normalité se trouve dans la morale chrétienne, celle-là précisément qui était autrefois enseignée dans les familles et les écoles, qui marquait les habitudes et qui est aujourd'hui déconsidérée.

La dictature du sabre et la répression sont pour le moins arbitraires et dangereuses. Le risque existe de tomber dans le "Pour gagner du temps, fusillez pendant que je vais chercher l'ordre".

Je termine, mon général, en renouvelant ma protestation et en espérant qu'à l'avenir nos relations se renforceront grâce au respect de la Constitution, des règles de la courtoisie et de la justice. Je ne sollicite aucun privilège pour l'Eglise; il me suffit que les lois en vigueur soient respectées.

Soyez assuré de ma collaboration contre tout crime et tout criminel, mais aussi de mon refus de tout arbitraire et de toute violence.

Avec mes sentiments les meilleurs.

Alberto Uribe Urdaneta
archevêque de Cali

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249

D 345-6/6